

# Génocide au Rwanda : un ex-journaliste de Radio Rwanda écroué en France

AFP, 29 mai 2025

**Hyacinthe Bicamumpaka, journaliste à la radio gouvernementale Radio Rwanda pendant le génocide des Tutsi en 1994, a été mis en examen et écroué en France fin avril, a appris l'AFP jeudi de source proche du dossier.**

Le Parquet national antiterroriste (Pnat) a confirmé sa mise en examen le 26 avril pour génocide, complicité de crimes contre l'humanité et entente aux fins de commettre ces crimes. Sa détention provisoire été confirmée en appel le 9 mai, selon une source judiciaire.

À côté de la radio dite des génocidaires, la Radio-Mille Collines, Radio Rwanda était la radio gouvernementale officielle de l'époque, sur laquelle s'exprimait le gouvernement hutu génocidaire.

Hyacinthe Bicamumpaka en était un « *journaliste éminent* », « *très proche des principaux planificateurs*

*du génocide* », a assuré à l'AFP Naphthali Ahishakiye, secrétaire exécutif de l'association de survivants Ibuka.

Mi-mai 2021, *Mediapart* avait évoqué dans un article sa présence en France, en compagnie de deux autres Rwandais soupçonnés d'avoir participé au génocide. Deux semaines plus tard, une enquête était confiée à l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH).

M. Bicamumpaka est arrivé en France le 16 juin 1994, après avoir quitté son pays en plein génocide, le 2 juin, selon une décision d'octobre 1997 de l'ancienne Commission de recours des réfugiés.

D'après le document en ligne, cet homme d'origine hutue a sollicité l'asile, assurant ne pouvoir retourner dans son pays où « *les membres de son ethnie sont désormais persécutés* », et déclarant avoir activement œuvré, par ses émissions, en faveur

de la paix au Rwanda.

Sa demande a été rejetée par la Commission, qui a rappelé ses fonctions sur Radio-Rwanda, « organe d'État et vecteur de la propagande gouvernementale à une époque où il est notoire que le gouvernement rwandais a toléré et encouragé » un génocide « à l'encontre de la population tutsie ».

Journaliste sur ces ondes, « M. Bicamumpaka ne pouvait ignorer qu'il contribuait, même indirectement, à la perpétration d'assassinats massifs », avait insisté la Commission.

Dans des propos rapportés par *Jeune Afrique* début juin 1994, au

moment où il s'apprêtait à quitter Kigali, Hyacinthe Bicamumpaka disait : « *Même si nous perdons cette bataille, nous reviendrons (...) De l'extérieur, nous organiserons la résistance et nous reprendrons le pouvoir* ».

Le génocide perpétré par le régime hutu au pouvoir a fait environ 800.000 morts selon l'Onu. L'écrasante majorité était issue de la minorité tutsie, entre avril et juillet 1994, date de la victoire militaire de la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR – actuellement au pouvoir).